

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/229/Rev.2

5 décembre 2000

(00-5259)

PROJET DE RAPPORT ANNUEL (2000) DU CONSEIL DES ADPIC

Révision

I. GÉNÉRALITÉS

1. Depuis la période couverte par son dernier rapport¹, le Conseil des ADPIC a tenu quatre réunions formelles, le 21 mars, du 26 au 29 juin, les 21 et 22 septembre et du 27 au 30 novembre 2000. Les comptes rendus de ces réunions sont reproduits dans les documents IP/C/M/26-29.²

2. La première de ces réunions a été présidée par M. l'Ambassadeur Carlos Perez del Castillo (Uruguay), les autres réunions ont été présidées par M. l'Ambassadeur Chak Mun See (Singapour).

3. Les réunions du Conseil étaient ouvertes à tous les Membres de l'OMC, aux autres gouvernements ayant le statut d'observateur auprès des organes de l'OMC et aux organisations internationales intergouvernementales ayant le statut d'observateur régulier auprès du Conseil. À sa réunion de juin, le Conseil a accordé le statut d'observateur *ad hoc* à l'Organisation mondiale de la santé, sous réserve de certaines conditions. Les décisions concernant les demandes de statut d'observateur présentées par 15 organisations n'ont pas encore été prises.³

II. NOTIFICATIONS ET PROCÉDURES DE NOTIFICATION

i) Article 63:2⁴

4. Aux termes des procédures de notification adoptées par le Conseil à sa réunion de novembre 1995, à compter du moment où un Membre est tenu de commencer à appliquer une disposition de l'Accord sur les ADPIC, les lois et réglementations correspondantes doivent être notifiées sans tarder (IP/C/2). À ce jour, 70 Membres ont notifié au titre de l'article 63:2 la totalité ou la majeure partie de leur législation d'application concernant toutes les dispositions de l'Accord. Douze autres Membres ont présenté des notifications se rapportant spécifiquement à la mise en œuvre des articles 3, 4 et 5 de l'Accord.⁵ Vingt-trois Membres ont présenté des notifications concernant la

¹ Document IP/C/19.

² Document IP/C/M/29 à paraître.

³ Les organisations en question sont énumérées dans le document IP/C/W/52/Rev.9.

⁴ Les notifications mentionnées au paragraphe 4 ont été distribuées dans la série de documents IP/N/1/[PAYS]/-. Celles qui sont mentionnées au paragraphe 5 ont été distribuées dans la série IP/N/6/[PAYS]/-.

⁵ Le document IP/C/9 constitue un outil pratique destiné à aider les délégations à établir les notifications requises.

mise en œuvre de l'article 70:8 et, dans certains cas, de l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC; certains d'entre eux ont indiqué que, sur leur territoire, les produits pharmaceutiques et/ou les produits chimiques pour l'agriculture pouvaient déjà bénéficier de la protection conférée par un brevet de produit.

5. À sa réunion de novembre 1995, le Conseil est également convenu que les Membres présenteraient des réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (IP/C/5). À ce jour, 60 Membres ont notifié leurs réponses.

ii) Articles 1:3 et 3:1⁶

6. Les articles 1:3 et 3:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui traitent de la définition des personnes admises à bénéficier du traitement prévu dans l'Accord et du traitement national, autorisent certaines exceptions aux règles normales en la matière, sous réserve de la présentation d'une notification au Conseil des ADPIC. Vingt-neuf Membres ont présenté des notifications au titre de ces dispositions.

iii) Article 4 d)⁷

7. L'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC prévoit qu'un Membre qui cherche à justifier une exception au traitement NPF en invoquant un accord international se rapportant à la protection de la propriété intellectuelle dont l'entrée en vigueur a précédé celle de l'Accord sur l'OMC doit notifier cet accord au Conseil des ADPIC.⁸ À ce jour, 49 notifications ont été présentées par 34 Membres au titre de cette disposition.

iv) Article 69⁹

8. L'article 69 de l'Accord sur les ADPIC dispose que les Membres doivent établir et notifier des points de contact afin de coopérer en vue d'éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Le Conseil a arrêté les procédures applicables à ces notifications en septembre 1995. À ce jour, 99 Membres ont notifié leurs points de contact.

v) Notifications au titre d'autres dispositions de l'Accord

9. Un certain nombre de dispositions en matière de notification de la Convention de Berne et de la Convention de Rome sont incorporées par référence dans l'Accord sur les ADPIC sans y être expressément mentionnées.¹⁰ À ce jour, trois Membres ont présenté des notifications au titre des dispositions de l'article 14*bis* 2) c) applicables en vertu de l'Accord sur les ADPIC et deux Membres ont présenté des notifications au titre des dispositions de l'Annexe de la Convention de Berne ainsi applicables.¹¹

⁶ Ces notifications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/2/[PAYS]/-.

⁷ Ces notifications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/4/[PAYS]/-.

⁸ L'annexe du document IP/C/M/12 donne des indications informelles destinées à aider les divers Membres à présenter ou à réviser leurs notifications au titre de l'article 4 d).

⁹ La liste des points de contact figure dans le document IP/N/3/Rev.3 et addenda.

¹⁰ Ces notifications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/5/[PAYS]/-.

¹¹ Pour le calcul de la période de dix ans renouvelable pendant laquelle les notifications au titre des dispositions de l'Annexe restent valables, voir le document IP/C/14.

III. EXAMEN DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS NATIONALES

10. Le Conseil a achevé ses travaux concernant des questions qui étaient restées en suspens à la suite de l'examen de la législation de deux Membres à l'automne 1999.¹²

11. Le 1^{er} janvier 2000, les périodes de transition prévues à l'article 65:2 et 65:3 ont pris fin et les obligations ont pris effet pour un grand nombre de Membres qui avaient recouru à ces périodes de transition générales. À la suite de consultations informelles tenues par le Président avant cette date, avec les Membres concernés, il a été convenu que les examens des législations d'application nationales de ces Membres auraient lieu en 2000 et 2001 et porteraient simultanément sur tous les domaines de la propriété intellectuelle, mais que par ailleurs les procédures à suivre seraient celles qui étaient appliquées jusqu'ici par le Conseil pour ces examens. Compte tenu des consultations informelles tenues ultérieurement par le Président sur les arrangements pratiques à mettre en place pour ces examens, y compris pour savoir quels seraient les Membres dont la législation serait examinée à telle ou telle réunion, le Conseil a décidé de réserver du temps pour ces examens à ses réunions de juin et novembre 2000 ainsi qu'à trois de ses réunions prévues pour 2001. **Le Brésil émettait des réserves au sujet de l'examen de sa législation en attendant que la procédure de règlement des différends relative à sa législation sur la propriété intellectuelle soit arrivée à son terme.** À sa réunion de juin, le Conseil a entrepris l'examen de la législation de 13 Membres. Il a achevé dix de ces examens à sa réunion de septembre; les trois autres examens ont été achevés à la réunion de novembre. À sa réunion de novembre, le Conseil a entrepris l'examen de la législation de huit autres Membres.

IV. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 70:8 ET 70:9

12. Pendant la période considérée, le Conseil a reçu une nouvelle notification concernant cette question et a poursuivi l'examen de la mise en œuvre de l'article 70:8 et des dispositions connexes de l'article 70:9.¹³

V. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2

13. Cet article dispose que les pays développés Membres doivent offrir des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable. À sa réunion de décembre 1998, le Conseil est convenu que les pays développés Membres seraient invités à fournir des renseignements sur la manière dont l'article 66:2 était mis en œuvre. À ce jour, des renseignements ont été communiqués par 20 Membres. La question a été abordée à chaque réunion tenue par le Conseil pendant la période visée par le présent rapport. Au cours des discussions qui ont eu lieu, jusqu'à ce jour, certains Membres ont fourni des renseignements supplémentaires et des observations ont été faites au sujet de l'adéquation des communications reçues. À sa réunion de juin, le Conseil disposait d'une note succincte qu'il avait demandé au Secrétariat d'élaborer, exposant les types de mesures d'incitation qui avaient fait l'objet

¹² Les déclarations liminaires des délégations, les questions qui leur ont été posées et les réponses qu'elles ont apportées, y compris les questions complémentaires et les réponses y relatives, ont été distribuées dans les séries de documents IP/Q/[PAYS]/- (droit d'auteur et droits connexes), IP/Q2/[PAYS]/- (marques de fabrique ou de commerce, indications géographiques et dessins et modèles industriels), IP/Q3/[PAYS]/- (brevets, schémas de configuration de circuits intégrés, renseignements non divulgués et contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles), et IP/Q4/[PAYS]/- (moyens de faire respecter les droits), respectivement.

¹³ En ce qui concerne les notifications relatives à l'article 70:8 et 70:9, voir le paragraphe 4 ci-dessus.

d'une notification, avec des renvois aux documents contenant des précisions sur ces mesures.¹⁴ Une proposition de la Zambie relative au traitement spécial et différencié en matière de transfert de technologie¹⁵ fait l'objet d'un examen au Conseil depuis juin.

14. À la session extraordinaire du Conseil général sur la mise en œuvre du 18 octobre 2000, il a été demandé au Conseil des ADPIC d'envisager, en vue de faciliter la pleine mise en œuvre de l'article 66:2, de dresser une liste exemplative d'incitations du type de celles qui sont envisagées à l'article 66:2 et de donner un caractère régulier et systématique à sa procédure de notification et de surveillance des mesures prises conformément aux dispositions de l'article 66:2 tout en veillant à éviter d'alourdir inutilement les procédures de notification. Le Conseil a tenu des consultations informelles à ce sujet le 31 octobre et au cours de la semaine du 27 novembre 2000. Au cours des consultations informelles du 31 octobre, certains représentants des pays les moins avancés ont fait part de leur intention de présenter des propositions concernant une liste exemplative et une procédure de notification et de surveillance systématique. Le Conseil n'a pas encore reçu ces propositions.

15. À la session extraordinaire du Conseil général sur la mise en œuvre du 18 octobre 2000, il a également été demandé au Conseil des ADPIC d'inviter d'autres organisations intergouvernementales à fournir des renseignements sur leurs activités visant à renforcer les capacités technologiques. À cet égard, le Conseil des ADPIC est convenu, à la réunion qu'il a tenue du 27 au 30 novembre, d'inviter les Secrétariats de la CNUCED, de l'OMPI, de l'ONUDI, de la Banque mondiale et de la CDB à fournir par écrit des renseignements sur leurs activités en matière de renforcement des capacités technologiques avant sa réunion qu'il doit tenir en avril 2001. Il a été convenu que le Président présenterait, sous sa propre responsabilité, un rapport sur ces questions à la session extraordinaire du Conseil général sur la mise en œuvre.¹⁶

VI. AUTRES QUESTIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE SOULEVÉES AU CONSEIL

16. Le Conseil a poursuivi l'examen de la question de savoir si la législation des États-Unis sur la protection des marques de fabrique ou de commerce et des noms commerciaux était conforme à l'Accord, compte tenu de l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits globaux et de crédits d'urgence supplémentaires. À sa réunion de septembre, le Conseil est convenu que, si un groupe spécial était établi pour examiner cette question, ce point serait retiré de l'ordre du jour du Conseil, étant entendu que tout Membre pourrait y revenir à tout moment s'il le souhaitait.

VII. FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANTS SURVENUS À L'OMC

17. Pendant la période considérée, le Conseil a été informé que quatre procédures ayant trait à l'Accord sur les ADPIC ont été engagées dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (IP/D/21 à 23 et WT/DS170/4). Dans le cas de deux différends, les rapports des groupes spéciaux ont été adoptés et dans un autre cas le rapport du groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel ont été adoptés. Les deux premiers différends ont trait aux dispositions concernant la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques (IP/D/11) et à l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur (IP/D/16). Le troisième différend concerne la durée de la protection conférée par un brevet (IP/D/17). Dans un autre cas, un groupe spécial a été établi et la procédure est en cours. Ce différend porte sur l'article 211 de la Loi générale des États-Unis de 1998

¹⁴ Document IP/C/W/169.

¹⁵ Documents IP/C/W/199 et 200.

¹⁶ Document IP/C/21.

portant ouverture de crédits (IP/D/20). Des consultations sont toujours en cours au sujet de différends concernant certaines mesures affectant la protection des droits des auteurs et des droits voisins (IP/D/8 et 12), les mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (IP/D/9), les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision (IP/D/13 et 14), la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture (IP/D/15), la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et la protection des données résultant d'essais pour les produits chimiques pour l'agriculture (IP/D/18), la protection des marques de fabrique ou de commerce et des indications géographiques pour les produits agricoles et les produits alimentaires (IP/D/19), l'article 337 de la Loi douanière de 1930 des États-Unis et les modifications y relatives (IP/D/21), certaines mesures concernant la protection des brevets et des données résultant d'essais (IP/D/22) et des mesures affectant la protection conférée par un brevet (IP/D/23).

VIII. COOPÉRATION TECHNIQUE

18. Le Conseil a poursuivi ses travaux dans ce domaine en se fondant sur les procédures convenues à sa réunion de février 1996. Pendant la période considérée, plusieurs délégations l'ont informé des activités de coopération technique spécifiques dont elles avaient bénéficié, qu'elles avaient offertes ou qui s'étaient déroulées sur le territoire de leur pays. Le Conseil est convenu que, cette année, les pays développés Membres mettraient à jour les renseignements relatifs aux activités de coopération technique et financière qu'ils offraient conformément à l'article 67 de l'Accord, à temps pour la réunion de septembre 2000 qui était particulièrement axée sur la coopération technique. Comme les années précédentes, les organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur auprès du Conseil des ADPIC ont également fourni, à l'invitation du Conseil, des renseignements sur leurs activités et le Secrétariat de l'OMC a donné des précisions sur ses activités de coopération technique dans le domaine des ADPIC. Ces renseignements figurent dans les documents IP/C/W/201 à 203 et leurs addenda.¹⁷

19. À sa réunion de novembre, le Conseil a reçu une note informelle concernant l'assistance technique en matière de notification au titre de l'Accord sur les ADPIC que les Membres de l'OMC peuvent s'apporter mutuellement, présentée conjointement par les délégations du Bangladesh; des Communautés européennes et de leurs États Membres; de Hong Kong, Chine; et de la Norvège. Ces délégations proposent d'établir une liste des Membres disposés à aider d'autres Membres à notifier de façon transparente leurs législations en matière de propriété intellectuelle au Conseil des ADPIC et suggèrent diverses modalités à cet égard. Elles ont indiqué qu'elles souhaitaient affiner encore leur proposition, mais le Président a noté que cette proposition bienvenue concernant une assistance fournie sur une base volontaire ne soulevait aucune objection au Conseil et que ses auteurs ne devaient pas hésiter à faire le nécessaire pour qu'il y soit donné suite.

20. Le Secrétariat coopère avec plusieurs organisations intergouvernementales, en particulier l'OMPI conformément à l'accord entre l'OMPI et l'OMC, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1996, et à l'initiative conjointe en matière de coopération technique prise par les Directeurs généraux des deux organisations en juillet 1998.

¹⁷ Les points de contact des administrations des pays développés Membres auxquels les pays en développement souhaitant une coopération technique dans le domaine des ADPIC peuvent s'adresser figurent dans le document IP/N/7/Rev.2 et ses addenda.

IX. EXAMEN DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES PRÉVU À L'ARTICLE 24:2

21. Le Conseil a continué l'examen de cette question en 2000. Pendant la période considérée, le Conseil a reçu des réponses à la Liste de questions adoptée en 1998¹⁸ de quatre Membres et il a maintenant reçu des réponses des Communautés européennes et de leurs États Membres ainsi que de 20 autres Membres.¹⁹ À sa réunion de mars, le Conseil a été informé que des questions complémentaires avaient été adressées par un Membre à un autre Membre au sujet des réponses que ce dernier avait fournies à la Liste de questions. À sa réunion de septembre, le Conseil a été informé que le Secrétariat avait distribué une version préliminaire²⁰ de la note qu'il avait établie à la demande du Conseil, récapitulant, sur la base d'un plan convenu²¹, les réponses à la Liste de questions, afin de faciliter la compréhension des renseignements plus détaillés fournis dans ces réponses. À cette réunion, **l'Australie²² et la Nouvelle-Zélande²³ ont présenté des documents, conformément aux paragraphes 27 et 34 du rapport du Conseil (1996)²⁴** au sujet des indications géographiques et de l'examen prévu à l'article 24:2.²⁵ À sa réunion de novembre, le Conseil a eu un nouvel échange de vues sur la manière dont les travaux au titre de ce point du programme incorporé devraient être poursuivis et a entamé un examen détaillé de l'expérience acquise et de la pratique suivie en matière d'application des dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux indications géographiques, sur la base du document élaboré par le Secrétariat (JOB(00)/5619) résumant les réponses des Membres à la Liste de questions.

X. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 24:1

22. Cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la réunion de septembre du Conseil, à la suite d'une demande formulée par la Suisse et de la communication d'une note émanant de la Bulgarie, de l'Égypte, de l'Islande, de l'Inde, du Kenya, du Liechtenstein, du Pakistan, de la République tchèque, de la Slovaquie, de Sri Lanka, de la Suisse et de la Turquie²⁶, dans laquelle ces pays exposaient leurs vues au sujet de la mise en œuvre de l'article 24:1, en particulier en ce qui concerne l'extension de la protection additionnelle pour les indications géographiques à des produits autres que les vins et les spiritueux, et faisaient référence aux paragraphes 26 et 34 du rapport (1996) du Conseil.²⁷ **Cette communication commune avait pour objet de répondre à la demande faite aux Membres par le Président de présenter leurs arguments juridiques sur cette question dans des communications**

¹⁸ Documents IP/C/13 et addendum.

¹⁹ Documents IP/C/W/117 et addenda.

²⁰ JOB(00)/5619 du 19 septembre 2000.

²¹ Note informelle n° 2104 du 13 avril 1999.

²² **Document IP/C/W/211.**

²³ **Document IP/C/W/205.**

²⁴ **Document IP/C/8.**

²⁵ Documents IP/C/W/205 et 211.

²⁶ Document IP/C/W/204/Rev.1.

²⁷ Document IP/C/8.

écrites. Trois documents distribués avant cette réunion par l'Inde²⁸ et la Nouvelle-Zélande²⁹ traitent également de cette question. À sa réunion de novembre, le Conseil a procédé à un échange de vues approfondi sur ces questions mais n'a pu parvenir à un consensus sur le mandat prévu à l'article 24:1.

XI. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 23:4

23. Le Conseil a poursuivi, tout au long de la période considérée, ses discussions sur les questions en rapport avec les négociations prévues à l'article 23:4 de l'Accord concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins, ainsi que sur les questions en rapport avec un système de notification et d'enregistrement pour les spiritueux, conformément au paragraphe 34 du rapport (1996) du Conseil³⁰ et à l'accord auquel le Conseil général était parvenu à sa réunion des 7 et 8 février 2000. Ces discussions ont eu lieu sur la base d'une proposition des Communautés européennes, dont une version révisée a été communiquée au Conseil à sa réunion de juin³¹, et d'une proposition conjointe du Canada, du Chili, des États-Unis et du Japon.³² Le Conseil a également reçu des communications présentées par la Hongrie³³ et la Nouvelle-Zélande³⁴ concernant des aspects spécifiques de ces propositions. Les renseignements réunis par le Conseil dans le cadre de ses travaux sur cette question comprennent 12 communications de Membres sur les systèmes d'enregistrement des indications géographiques qu'ils appliquent³⁵, une note d'information élaborée par le Secrétariat sur les systèmes de notification et d'enregistrement des indications géographiques en vigueur pour les vins et les spiritueux³⁶, une note d'information élaborée par le Secrétariat sur les systèmes internationaux de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour des produits autres que les vins et les spiritueux³⁷, et des renseignements communiqués oralement par l'OMPI, à la réunion de septembre, au sujet des travaux engagés en juillet 2000 dans cette Organisation en relation avec l'Arrangement de Lisbonne.

XII. EXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 b)

24. À sa réunion de mars, le Conseil a réaffirmé qu'il était nécessaire de poursuivre l'examen des dispositions de l'article 27:3 b) de l'Accord. Lorsqu'il avait entrepris cet examen en décembre 1998, le Conseil avait invité les Membres qui avaient déjà l'obligation d'appliquer l'article 27:3 b) à donner des renseignements sur la manière dont les questions visées dans cette disposition étaient alors traitées dans leur législation nationale. Les autres Membres avaient été invités à fournir ces renseignements

²⁸ Documents IP/C/W/195 et 196.

²⁹ Document IP/C/W/205.

³⁰ Document IP/C/8.

³¹ Document IP/C/W/107/Rev.1.

³² Document IP/C/W/133/Rev.1.

³³ Document IP/C/W/234.

³⁴ Document IP/C/W/189.

³⁵ Documents IP/C/W/76 et addenda.

³⁶ Document IP/C/W/85.

³⁷ Document IP/C/W/85/Add.1.

au mieux de leurs possibilités. Il avait été demandé au Secrétariat de prendre contact avec la FAO, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'UPOV afin de leur demander des renseignements factuels sur leurs activités dans ce domaine. Au moment de la réunion du Conseil de novembre, des renseignements sur la manière dont cette disposition était appliquée avaient été communiqués par 35 Membres sous la forme de réponses à la liste exemplative de questions³⁸ et par les trois organisations intergouvernementales susmentionnées.³⁹ Pendant toute la période considérée, les Membres ont procédé à un examen approfondi d'un certain nombre de questions de fond et d'un certain nombre de questions de procédure relatives à la manière dont le Conseil devrait mener ses travaux ultérieurs en la matière. En ce qui concerne ces dernières questions, il s'agissait, entre autres, de collecter des renseignements additionnels sur la manière dont cette disposition était appliquée par les Membres, étant donné en particulier que l'on disposait pour le moment de peu de renseignements à ce sujet émanant des pays en développement Membres, de demander à diverses organisations intergouvernementales, dont l'OMPI, la FAO, et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'UPOV, de communiquer des renseignements actualisés⁴⁰, et d'étudier les façons d'organiser les thèmes qui avaient été abordés jusqu'alors au cours des discussions. À ses réunions de septembre et de novembre, le Conseil a reçu neuf communications présentées par des Membres concernant des questions en cours d'examen.⁴¹

25. À la session extraordinaire du Conseil général sur la mise en œuvre du 18 octobre 2000, il a été demandé au Conseil des ADPIC de poursuivre ses travaux en cours concernant les relations entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB), en vue de clarifier ces relations. Aux consultations informelles du 28 novembre, dans le prolongement des travaux déjà effectués par le Conseil sur les relations entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB, les Membres ont procédé à un échange de vues approfondi sur cette question et ont également examiné d'autres questions liées aux travaux du Conseil relatifs au réexamen de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC. Le Conseil continuera d'étudier les relations entre les deux instruments à sa prochaine réunion.

26. À la session extraordinaire du Conseil général du 18 octobre 2000, il a été instamment demandé au Conseil des ADPIC d'envisager de manière positive l'octroi du statut d'observateur au Secrétariat de la CDB, sur une base *ad hoc*, en attendant l'issue des discussions plus générales concernant le statut d'observateur des organisations intergouvernementales auprès du Conseil général. Le Conseil a traité cette question en session formelle et informelle aux réunions qu'il a tenues pendant la semaine du 27 novembre mais n'a pas pu parvenir à un consensus. Il a été convenu que le Président présenterait, sous sa propre responsabilité, un rapport sur ces questions à la session extraordinaire du Conseil général sur la mise en œuvre.⁴²

³⁸ À la demande du Conseil, le Secrétariat a établi une note (job n° 2689 du 7 mai 1999) contenant une synthèse structurée des renseignements fournis par les 33 Membres qui avaient communiqué des informations au Conseil à cette date.

³⁹ Documents IP/C/W/130 et addenda.

⁴⁰ Les renseignements communiqués par ces organisations déjà distribués par le Conseil figurent dans les documents IP/C/W/130 et addenda, IP/C/W/213, IP/C/W/217 et IP/C/W/218. Des notes d'information établies par le Secrétariat à l'intention du Comité du commerce et de l'environnement et également distribuées au Conseil des ADPIC figurent dans les documents IP/C/W/175 et IP/C/W/216.

⁴¹ Documents IP/C/W/195, IP/C/W/196, IP/C/W/198 et Corr.1, IP/C/W/206, IP/C/W/209, IP/C/W/228, IP/C/W/236, JOB(00)/6091 et JOB(00)/7853.

⁴² Document IP/C/21.

XIII. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD AU TITRE DE L'ARTICLE 71:1

27. Aux termes de cet article, le Conseil des ADPIC doit examiner la mise en œuvre de l'Accord à l'expiration de la période de transition de cinq ans visée à l'article 65:2. Au cours de la période considérée, le Conseil a examiné la manière dont il devrait envisager cet examen général de la mise en œuvre de l'Accord. Il a reçu des communications ayant trait à cette question de trois délégations.⁴³ À sa réunion de novembre, le Conseil est convenu d'une date limite antérieure à sa réunion d'avril 2001 pour la présentation de suggestions concernant à la fois le mode d'approche qu'il devrait adopter pour l'examen et les questions spécifiques que les délégations souhaiteraient voir aborder au cours de l'examen, afin qu'il puisse, à sa réunion d'avril 2001, déterminer la façon d'engager effectivement cet examen. Il a été entendu que la date limite n'empêcherait pas de présenter des communications ultérieurement.

XIV. PLAINTES EN SITUATION DE NON-VIOLATION

28. À la demande d'une délégation, la question de l'examen de la portée et des modalités des plaintes en situation de non-violation a été inscrite à l'ordre du jour de la réunion du Conseil de mars. À la suite des discussions qui ont eu lieu à cette réunion, le Conseil a également examiné la question des plaintes en situation de non-violation aux autres réunions qu'il a tenues pendant la période considérée. Il a reçu des communications sur cette question d'un certain nombre de délégations.⁴⁴

XV. COMMERCE ÉLECTRONIQUE

29. En juillet 2000, le Conseil général est convenu d'inviter le Conseil des ADPIC et trois autres organes subsidiaires, à savoir le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services et le Comité du commerce et du développement, à reprendre là où ils les avaient laissés les travaux sur le commerce électronique dans leurs sphères de compétence respectives, à recenser les questions plurisectorielles et à faire rapport au Conseil général à sa réunion ordinaire de décembre 2000.⁴⁵ À la réunion du Conseil de septembre, l'OMPI a fait le point sur les travaux qu'elle mène dans ce domaine. À sa réunion de novembre, le Conseil a reçu des communications sur cette question de deux délégations⁴⁶ et, après un nouvel échange de vues, est convenu que le Président présenterait, sous sa propre responsabilité, un deuxième rapport de situation au Conseil général.⁴⁷

⁴³ Documents IP/C/W/166, 210 et 214.

⁴⁴ Documents IP/C/W/191, 194 et 212, ainsi que JOB(00)/6166.

⁴⁵ Paragraphes 94 et 131 du document WT/GC/M/57.

⁴⁶ Documents IP/C/W/224 et 233.

⁴⁷ Document IP/C/20.